

Les clés pour comprendre les enjeux de la crise politique au Burundi

Le Figaro, 13/05/2015 FOCUS - En briguant un troisième mandat, le président burundais discrédite l'accord de paix qui a mis fin à plus de dix ans de guerre civile et assure un partage du pouvoir entre hutus et tutsis. La situation était confuse ce mercredi au Burundi, trois semaines après le début de protestations qui ont fait plus d'une dizaine de morts. La société civile, l'opposition et l'Eglise catholique mènent la fronde contre le président Pierre Nkurunziza. Celui-ci a annoncé son intention de briguer un troisième mandat, ce que ses opposants jugent inconstitutionnel. Voici pourquoi les tensions actuelles ravivent le spectre des tensions ethniques entre hutus et tutsis qui se sont affrontés dans une guerre civile entre 1993 et 2006.

Graves menaces sur l'accord de paix Les contestataires jugent qu'un troisième mandat serait contraire aux accords d'Arusha, signés en 2000 en Tanzanie sous l'égide de Nelson Mandela. Ils ont permis de ramener la paix au Burundi, après 13 ans de guerre civile. Entre 1993 et 2006, l'armée majoritairement tutsie s'est battue contre des groupes rebelles hutus. En passant outre la limitation à deux mandats imposée par cet accord, le président Nkurunziza et son camp ont fait savoir qu'ils le considéraient caduc. Et donné du grain à moudre à ceux qui affirment que leur objectif est de réviser la Constitution, pour la débarrasser de l'héritage d'Arusha. Un équilibre basé sur un partage ethnique du pouvoir L'accord d'Arusha et la Constitution prévoient des quotas ethniques dans les institutions afin de «désamorcer la question» hutu/tutsi, rappelle Christian Thibon, enseignant à l'Université française de Pau et spécialiste du pays. L'équilibre repose donc sur un partage ethnique du pouvoir. «L'enjeu de la crise actuelle est de maintenir ou non cet arrangement institutionnel», explique Thierry Vircoulon, de l'International Crisis Group (ICG). La frange dure du parti présidentiel, le Cndd-FDD, issu de l'ancienne rébellion hutue, le remet en cause aujourd'hui. Ces tensions ravivent les souvenirs de la guerre civile, déclenchée par un putsch de l'armée alors aux mains de la minorité tutsie au pouvoir depuis l'avènement de la République en 1966. Elle cherchait à renverser le premier président élu du Burundi, Melchior Ndadaye, un hutu. Un regain récent de tensions inter-ethniques A coups d'allusions et de phrases comprises de tous les Burundais, la propagande du camp présidentiel rappelle depuis quelques mois la domination tutsie passée ou accuse les FNL, l'autre grand parti hutu, de «pactiser avec les ennemis» quand il tente un rapprochement avec l'Uprona. Elle rappelle aussi la présence importante de tutsis au sein de la société civile ou les médias indépendants, très critiques à l'encontre du Cndd-FDD. Les autorités ont aussi fait allusion au fait que l'actuelle contestation agite surtout les quartiers tutsis de la capitale. Par ailleurs, la tension reste de mise entre les chefs des partis d'opposition à Nkurunziza, tous d'anciens acteurs de la guerre civile. «La question ethnique continue d'être l'arrière-plan des politiciens burundais car le passé de la guerre civile n'a pas été mis sur la place publique et les responsabilités pas établies alors que tout le monde sait qui a fait quoi au Burundi», souligne Thierry Vircoulon. Enfin, un programme controversé de restitution de terres aux réfugiés de la guerre civile a exacerbé les tensions hutus/tutsis, dans un petit pays pauvre, essentiellement rural et l'un des plus densément peuplés du continent. Le spectre d'une confrontation entre hutus et tutsis Pour l'instant, la contestation n'est pas ethnique. Les contestataires sont aussi bien hutus que tutsis et forment une coalition hétéroclite qui rassemble la société civile, des membres de l'opposition et des religieux. La fronde a même touché une frange du Cndd-FDD avant d'être étouffée. Néanmoins, «la crise actuelle, à laquelle la propagande qui l'a précédée, reflète fortement ces antagonismes» hutu/tutsi, souligne Thierry Vircoulon. Dès 2014, une tentative ratée de réforme de la Constitution avait mis fin à l'accord de gouvernement entre le Cndd-FDD et l'Uprona, principal parti tutsi. Parmi les pires scénarios dans la crise actuelle: une fracturation de l'armée, ou l'accord d'Arusha garantissant une représentation paritaire des hutus et des tutsis, le long de lignes ethniques ou des anciennes affiliations de la guerre civile.